

Le retour du contrôle des armements

William George

Volume 20, Number 4, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702584ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702584ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

George, W. (1989). Le retour du contrôle des armements. *Études internationales*, 20(4), 883–890. <https://doi.org/10.7202/702584ar>

LIVRES

1. Études bibliographiques

Le retour du contrôle des armements*

William L. GEORGE**

Les ouvrages consacrés aux études militaires et stratégiques n'ont cessé de se multiplier. Leurs auteurs cherchant toujours de nouvelles avenues de recherche restent, cependant, soumis aux vicissitudes de l'actualité. Le ton semble, en effet, donné par le climat politique international du moment. Ainsi, la récente amélioration des relations Est-Ouest aurait suscité un regain d'intérêts pour le contrôle des armements, alors que la signature du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI), aurait marqué le début d'une nouvelle ère dans le domaine des études stratégiques. Il est, à ce titre, intéressant de noter la différence de ton et d'approche entre les ouvrages publiés antérieurement et ceux parus postérieurement au traité en question.

I – D'une question à une autre: l'évolution du débat stratégique

Voilà moins de deux ans, la question de l'initiative de défense stratégique (IDS) était à l'ordre du jour et s'insérait au cœur du débat stratégique. Le président américain désireux à l'époque d'accroître les crédits alloués à ce projet, se vit sérieusement controversé sur la scène politique américaine comme sur la scène internationale. De l'autre côté de l'Atlantique, les membres de l'OTAN faisaient preuve d'une certaine méfiance à l'égard de l'initiative américaine. On y voyait, en effet, la possibilité d'un isolement du continent européen en cas de conflit nucléaire; ce à quoi les dirigeants américains répondirent en proposant de déployer une défense stratégique visant à protéger le vieux continent. Leurs homologues européens, cependant, se montrèrent peu enthousiastes. Du côté français, comme du côté anglais, on ne voulait

* COWEN, Regina *et al.*, *SDI and European Security*, Boulder, Co.: Westview Press, 1986.

GOLDBLAT, Jozef et COX, David (sous la direction de), *Nuclear Weapon Tests: Prohibition or Limitation?*, Oxford: Oxford University Press, 1988.

BERG, Rolf and ROTFELD, Adam-Daniel. *Building Security in Europe: Confidence-Building Measures and the CSCE*, Boulder, Co.: Westview Press, 1986, p. 43.

RISSE-KAPPEN, Thomas, *The Zero Option: INF, West Germany, and Arms Control*, Boulder, Co.: Westview Press, 1988.

** L'auteur est chercheur à la Division de l'analyse stratégique du ministère de la Défense nationale. Le contenu de ce texte ne représente pas nécessairement la position du gouvernement du Canada. Ainsi, les idées et les opinions avancées restent l'entière responsabilité de l'auteur.

pas d'une nouvelle compétition en matière de défenses stratégiques, de nature à remettre en question la viabilité de leur force de frappe respective.

II – Le blocage du début des années 80

SDI and European Security reflète, à ce titre, l'atmosphère qui prévalait à l'époque: essentiellement pessimiste et entretenant la polémique anti-IDS. Toutefois, il convient de noter que l'ouvrage est davantage l'expression de trois points de vue européens de l'époque concernant l'initiative de défense stratégique, que le fruit d'une recherche systématique quant à l'impact du projet IDS sur la sécurité du continent.

Ainsi, en dépit des origines variées de leurs auteurs, les divers textes figurant dans cet ouvrage expriment le même ressentiment à l'égard de l'IDS, articulé en trois points: a) l'IDS encourage la course aux armements; b) les États-Unis recherchent la supériorité nucléaire; et c) la poursuite de défenses stratégiques va à l'encontre de la sécurité européenne puisqu'elle conduirait à l'isolement (*decoupling*) de l'Europe.

La faille principale de cet argument réside en ce que l'on a oublié que le regain d'intérêts pour les défenses stratégiques naquit de la vulnérabilité constatée au niveau des forces nucléaires intercontinentales américaines basées au sol (ICBM). Or, il est fort probable que le nouveau président Bush compte tenu des restrictions budgétaires, sera davantage intéressé à résoudre le problème de la vulnérabilité des forces stratégiques par le biais du contrôle des armements, que par des initiatives et des moyens unilatéraux, comme ce fut le cas pour l'IDS. Dans cette éventualité, le livre de Cowen *et al.* ne présenterait plus grand intérêt, en quelque sorte dépassé par les événements d'actualité. L'ouvrage ne saurait donc être recommandé comme lecture obligatoire.

III – La ligne ouverte

Toujours dans la période antérieure au traité sur les FNI, la seule négociation que les observateurs des relations Est-Ouest pouvaient suivre avec optimisme se déroulait à Stockholm. La question des mesures de confiance était à l'époque et demeure aujourd'hui encore au centre des pourparlers entre les deux blocs. Après l'accord de Stockholm les événements se sont succédés. Les trente-cinq pays impliqués dans le processus de la CSCE se sont entendus pour ouvrir de nouvelles négociations à Vienne au titre de pourparlers sur la stabilité conventionnelle en Europe (*Conventional Stability Talks*).

Les pourparlers sont censés se dérouler en deux étapes simultanées. D'une part, vingt-trois pays (les sept membres du Pacte de Varsovie et les seize pays alliés) entameront des négociations sur la réduction des forces armées conventionnelles de l'Atlantique à l'Oural. D'autre part, les trente-cinq membres de la CSCE (les vingt-trois pays mentionnés ci-dessus plus les pays neutres et non-alignés) discuteront davantage de nouvelles mesures de confiance et de sécurité. Il semble que ces nouvelles négociations, que l'on peut considérer comme la seconde phase de la CDE (Conférence sur le désarmement en Europe), débiteront dans un climat d'optimisme. En effet, les

récentes réductions de la force conventionnelle soviétique portent à croire que les parties pourront dépasser leurs différends, là même où les négociations MBFR ont échoué.

L'ouvrage *Building Security in Europe: Confidence-Building Measures and the CSCE* est particulièrement impressionnant à ce titre. En effet, bien que rédigé dans les premiers mois des négociations de Stockholm, ses auteurs ont fait preuve de clairvoyance en anticipant les difficultés auxquelles se sont heurtées les négociations, comme par exemple le désir des Soviétiques d'inclure les forces navales dans les discussions.¹ De plus, la description de Berg et Rotfeld, quant à la position des diverses parties siégeant à la CDE, est particulièrement bien faite.

Toutefois là encore, et comme cela semble être le cas de nombreux ouvrages du « Institute for East-West Security Studies », le produit fini ressemble davantage à deux essais présentés conjointement, qu'à une recherche de fond sur un sujet donné.² Ainsi, le lecteur désirant mieux comprendre le processus de la CDE, à la recherche d'une analyse aussi exhaustive que possible, aurait tout intérêt à consulter le livre de John Borawski, *From the Atlantic to the Urals*, ou encore l'ouvrage à paraître des professeurs Albert Legault (Université Laval) et Michel Fortmann (Université de Montréal) sur l'histoire de la politique canadienne en matière de contrôle des armements.³ En fait, la lecture du livre de Berg et Rotfeld présente un intérêt pour tous ceux qui tentent de retracer la position des différentes parties engagées dans les négociations et leur éventuelle évolution. Il n'en reste pas moins que le lecteur aurait tout avantage à diriger son attention vers des ouvrages plus récents.

IV – Vers une nouvelle période de détente

En effet, depuis décembre 1987, l'attention portée à la CDE s'est déplacée vers l'accord FNI qui, à son tour, a fait couler beaucoup d'encre.⁴ Ce traité en éliminant tout missile à courte et moyenne portée restera un tournant historique d'un impact considérable sur l'état général des relations Est-Ouest. Ne parle-t-on pas déjà, un an après la signature du traité, d'une nouvelle détente, voire même de la fin de la guerre froide entre l'Union soviétique et les États-Unis. Nombreux sont aujourd'hui les commentateurs des relations américano-soviétiques qui croient la voie ouverte vers de nouveaux accords de contrôle des armements, tel que START (forces nucléaires stratégiques), ou encore vers des limitations concernant les forces conventionnelles.

1. Rolf BERG, « Military Confidence-Building in Europe », sous la direction de Allen LYNCH, *Building Security in Europe: Confidence-Building Measures and the CSCE*, Boulder, Col.: Westview Press, 1986, p. 43.

2. Cette tendance est particulièrement plus prononcée dans la collection « Monograph » de l'IEWSS publiée chez Westview Press.

3. Voir John BORAWSKI, *From the Atlantic to the Urals: Negotiating at the Stockholm Conference*, Elmsford, N.Y.: Pergamon-Brassey's, 1988; et Albert LEGAULT et Michel FORTMANN, *Quarante-trois ans d'espoir: Le Canada et le désarmement 1945-1988*, Québec: Les Presses de l'Université Laval, automne 1989.

4. Il suffit de consulter les grands périodiques spécialisés de la dernière année, tels que *Foreign Affairs*, *International Security*, *Politique étrangère*, *Stratégique*, et *Survival*, pour confirmer cette proposition.

Ce soudain changement de ton dans les relations Est-Ouest porte certes à réfléchir. Aussi importe-t-il de dégager les événements et les facteurs ayant contribué à cette restructuration du dialogue américano-soviétique. L'ouvrage de Thomas Risse-Kappen, *The Zero Option: INF, West Germany, and Arms Control*, tente de déterminer dans quelle mesure la question des euromissiles a contribué à cette amélioration des rapports Est-Ouest. L'auteur essaie de retracer la complexité du processus, qui aurait conduit à l'accord sur les FNI et qui aurait, par là même, suscité un changement d'attitude à Moscou comme à Washington.

Risse-Kappen dénonce, notamment, l'idée répandue selon laquelle la décision de l'OTAN de moderniser ses forces nucléaires à moyenne portée serait intervenue du fait des revendications du chancelier allemand Helmut Schmidt. La décision serait, selon l'auteur, le fruit de trois facteurs: a) le désir des militaires de moderniser l'arsenal nucléaire en Europe; b) la menace des SS-20 soviétiques; et c) la peur des dirigeants européens face au risque d'isolement du continent par rapport à la force de dissuasion américaine, autrement dit, la remise en cause de la riposte nucléaire américaine garantie en cas d'agression soviétique en Europe de l'Ouest.⁵

Il convient ici de souligner que la décision de s'engager dans une négociation sur les euromissiles est intervenue après celle de déployer de nouvelles armes nucléaires. La décision « *Dual Track* » apparaît, dès lors, comme le fruit d'un consensus bizarre empreint de considérations divergentes que l'on classera en six catégories: a) considérations de stratégie militaire (*i.e.* s'assurer que la doctrine de la riposte graduée est opérationnalisable); b) considérations politiques internes à l'OTAN (*i.e.* la cohésion de l'Alliance); c) considérations essentiellement défensives en réaction à la question des missiles soviétiques SS-20; d) le désir d'intégrer les forces nucléaires de moyenne portée dans le processus de contrôle des armements; e) le désir de susciter un processus de détente dans les relations militaires Est-Ouest; et f) considérations de politiques internes aux pays impliqués dans le processus de modernisation et désireux de légitimer leur action par l'entremise du contrôle des armements.⁶

Après avoir tenté de cerner les diverses considérations qui ont pu motiver la décision « *Dual Track* », il convient de répondre à deux questions-clés: a) comment l'OTAN est-elle parvenue à imposer la position double zéro comme première proposition de négociation? et b) comment se fait-il que les Soviétiques aient accepté toutes les conditions de l'Occident? Or c'est précisément ce que Risse-Kappen tente de faire dans son ouvrage et ce qui présente le principal intérêt de son étude.

Cependant, la réponse apportée à la première question s'avère complexe et parfois confuse. Au coeur de l'argument, en effet, l'auteur reprend l'idée selon laquelle la position double zéro aurait finalement été adoptée pour satisfaire à l'opinion publique allemande. L'option double zéro serait, selon l'auteur, le fruit d'un mariage de convenance entre les conservateurs américains, inintéressés par le contrôle des armements, mais soutenant la position parce qu'elle était, selon eux, inacceptable

5. Thomas RISSE-KAPPEN, *The Zero Option: INF, West Germany, and Arms Control*, Boulder, Co.: Westview Press, 1988, pp. 9-20.

6. *Ibid.*, p. 57.

pour les Soviétiques; et la gauche allemande, qui entendait ainsi éliminer la menace des SS-20 et, de ce fait, réduire le spectre d'une guerre nucléaire en Europe.⁷

La réponse de Risse-Kappen à la deuxième question a, quant à elle, été avancée par de nombreux experts dans le domaine. L'ensemble des concessions soviétiques serait le fait du leadership de Gorbatchev et de l'intérêt personnel de ce dernier pour le contrôle des armements, comme moyen pour réduire les dépenses militaires.⁸ En fait, l'ouvrage de Risse-Kappen soutient que l'amélioration du climat politique entre l'URSS et les États-Unis serait principalement liée au changement interne survenu en Union soviétique.⁹

En dépit de la nouvelle détente proclamée entre les superpuissances, une certaine méfiance demeure et freine toute initiative ambitieuse, telle une interdiction complète des essais nucléaires. En effet, comme le suggère l'ouvrage *Nuclear Weapon Tests: Prohibition or Limitation?*, sous la direction de Jozef Goldblat et de David Cox, même si les données techniques favorisaient un accord de contrôle des armements entre deux parties adverses, le processus ne serait déclenché que dans l'éventualité d'une réelle volonté politique.

Nous avons certes assisté depuis un an à un nouvel essor des négociations soviéto-américaines en vue d'un nouvel accord sur la limitation des essais nucléaires, ainsi qu'à la poursuite de pourparlers concernant l'interdiction des essais nucléaires au sein de la Conférence sur le désarmement. Cependant, ces deux formes de négociations s'inscrivent dans le prolongement des trois traités connus respectivement sous le nom de traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires de 1963, traité sur la limitation des essais nucléaires de 1974 et traité connexe (à l'accord de 1974) sur la limitation des explosions nucléaires à buts pacifiques de 1976.

Or l'objectif de ces trois traités n'était autre que de réglementer le domaine des essais nucléaires, préparant ainsi le terrain en vue d'un éventuel traité interdisant les essais nucléaires dans leur totalité, et de manière absolue. Le traité de 1963 a ainsi proscrit les essais dans l'atmosphère, dans l'espace et sous l'eau tout en autorisant la poursuite des essais souterrains, pour lesquels les accords de 1974 et 1976 ont finalement obligé les États signataires à respecter une limite de 150 kilotonnes.

Le sénat américain n'a jamais ratifié les accords de 1974 et 1976, mais les superpuissances se sont toutes deux engagées à les respecter en dépit de la décision sénatoriale. Toutefois, la question de la ratification des deux accords fut à nouveau soulevée le 13 janvier 1987, à la suite de la décision de Reagan de les représenter devant le Sénat. Le président spécifia néanmoins:

The Senate's resolution of advice and consent to ratification is subject to the condition that the President shall not proceed with ratification of the Treaty on Limitation of Underground Weapons Tests and the Treaty on Underground Nuclear Explosion for Peaceful Purposes until the President has certified to the

7. *Ibid.*, p. 81.

8. *Ibid.*, p. 167.

9. Plusieurs auteurs partagent ce point de vue. Parmi l'un des meilleurs textes soutenant cette approche voir, Stephen M. Meyer, « The Sources and Prospects of Gorbachev's New Political Thinking on Security », *International Security*, vol. 13, n° 2, Fall 1988, pp. 124-164.

Senate that the Union of Soviet Socialist Republics has concluded with the United States additional agreements expanding upon the obligations stated in Article II of the Treaty on Limitation of Underground Weapons tests and including provisions for direct, accurate yield measurements taken at the site of all appropriate nuclear detonations so that the limitations and obligations of these treaties, inter alia the 150 Kiloton limit, are effectively verifiable, and until such agreements have been submitted to the Senate, and the Senate has advised and consented their ratification.¹⁰

Si l'objectif des États-Unis semble être, à court terme, d'améliorer les clauses concernant la vérification des accords de 1974 et 1976, afin de permettre la ratification de ces deux traités par le Sénat, l'objectif à long terme demeure l'élaboration d'un traité interdisant les essais nucléaires.

L'Union soviétique, quant à elle, vise l'interdiction des essais nucléaires à beaucoup plus court terme. Les Soviétiques ont, en effet, proposé l'ouverture rapide d'un forum de négociation sur l'interdiction des essais nucléaires avec comme double objectif: a) limiter à nouveau les essais nucléaires et b) en diminuer la fréquence.

Les deux superpuissances partagent au moins une vision prudente à l'égard d'une éventuelle interdiction des essais nucléaires. Elles prévoient plusieurs étapes avant l'élaboration d'un traité à cet effet. Le désaccord réside dans le contenu et dans l'objectif de chacune de ces étapes, ainsi que dans le passage d'une étape à l'autre.

Il convient de noter, par ailleurs, que le différend américano-soviétique réside dans la vérification, chacune des parties favorisant une méthode différente d'observation des essais. Ce point est notamment soulevé dans l'étude de Goldblat et Cox. Les États-Unis défendent la nouvelle méthode du CORTEX, alors que les Soviétiques préconisent une méthode qui consisterait essentiellement à mesurer les mouvements sismiques du sol.

En dépit du programme d'échange d'information et de visites commencé au cours de l'été 1988, dans le but de familiariser chacune des équipes aux données et aux méthodes sismiques de l'autre, rien ne porte à croire que l'échange scientifique permettra de conclure prochainement un accord sur les méthodes de vérification, de nature à promouvoir la ratification des deux traités de 1974 et 1976.

En fait, il n'existe pas à l'heure actuelle de négociations formelles sur l'élaboration d'un traité interdisant les essais nucléaires. Le groupe de travail sur l'interdiction des essais nucléaires à la Conférence sur le désarmement n'est qu'un comité *ad hoc*, étudiant uniquement les questions de vérification et de conformité. Seuls les pourparlers entre l'URSS et les États-Unis pourraient donner lieu à un éventuel traité sur l'interdiction des essais nucléaires. En effet, la complexité de la question de vérification est telle, que l'on voit mal comment une tierce partie au sein de la CD pourrait présenter une ébauche de traité interdisant les essais nucléaires, qui soit mutuellement acceptable par les deux grands.

Outre la question de vérification, plusieurs points font obstacle à l'élaboration d'un traité interdisant les essais nucléaires. Ceux qui s'opposent à un tel traité

10. *The Arms Control Reporter*, 1987, pp. 605.D.8 et 9.

soutiennent que les essais nucléaires sont nécessaires au maintien de la dissuasion ; soit, de manière plus spécifique, les essais sont obligatoires si l'on veut accroître la sécurité des armes nucléaires en voie de développement et garantir la fiabilité des stocks.

Or, plusieurs études techniques, dont celle de Goldblat et de Cox ont démontré que les essais nucléaires ne permettent pas plus d'accroître la fiabilité des armes elles-mêmes que celle des stocks.¹¹ De plus, il semble que l'objectif principal des essais nucléaires américains ne soit pas l'examen de la fiabilité des stocks, ou l'accroissement du niveau de sécurité des armes, mais plutôt le développement de nouvelles ogives, ou l'essai d'armes nucléaires de troisième génération, ayant un lien direct avec l'IDS.¹² Selon l'*Arms Control Reporter*, les objectifs des essais nucléaires seraient les suivants :

- 1-2 Essais pour mesurer la fiabilité des stocks ;
- 8-12 Essais pour le développement de nouvelles ogives ;
- 1-2 Essais pour mesurer la capacité de survie du système militaire face à une attaque nucléaire ;
- 1-2 Essais permettant de mieux comprendre le phénomène nucléaire ;
- 3-4 Essais permettant l'élaboration d'armes de troisième génération.¹³

En fait, il paraît de plus en plus évident que le principal obstacle à l'élaboration d'un traité interdisant les essais nucléaires soit d'ordre politique, plutôt que d'ordre technique, comme le suggèrent plusieurs textes de l'ouvrage de Goldblat et Cox. De manière plus spécifique, il semble que sous l'Administration Carter, de 1977 à 1980, les négociateurs étaient parvenus à résoudre la majorité des problèmes techniques.¹⁴ Ceci nous permet d'avancer que le scepticisme dont fait preuve l'Administration Reagan à l'égard d'un traité interdisant les essais nucléaires procéderait, en fait, du seul désir d'empêcher toute restriction au développement des armes nucléaires.

Il serait, toutefois, exagéré de présenter la position américaine comme celle d'un acteur décidé à bloquer l'accord parfait qui mettrait fin à la course aux armements. En effet, il convient de souligner ici qu'en l'absence d'un accord sur les armes stratégiques, un accord interdisant les essais nucléaires pourrait être déstabilisant, dans la mesure où il gèlerait qualitativement l'évolution technologique des arsenaux stratégiques et, par là même, certaines asymétries qualitatives. De telles asymétries pourraient, à leur tour, compte tenu du vieillissement des armes, devenir un facteur déstabilisateur.

11. Voir J. CARSON MARK, « The Purpose of Nuclear Test Explosions: Paper 1 », sous la direction de Jozef GOLDBLAT et David COX, *Nuclear Weapon Tests: Prohibition or Limitation?*, Oxford, Oxford University Press, 1988, pp. 31-42; et Donald M. KERR, « The Purpose of Nuclear Test Explosions: Paper 2 », *Ibid.*, pp. 43-45.

12. Steve FETTER, « Stockpile Confidence Under A Nuclear Test Ban », *International Security*, vol. 12, n° 3, Winter 1987-88, pp. 132-167; et Frank von HIPPEL *et al.*, « A Low Threshold Nuclear Test Ban », *International Security*, vol. 12, n° 2, Fall 1987, pp. 135-152.

13. *The Arms Control Reporter*, 1987, p. 605.B.149.

14. David COX, « En quête du Graal: l'interdiction totale des essais nucléaires », *Paix et sécurité*, vol. 2, n° 1, printemps 1987, pp. 2-3.

Ainsi, un traité interdisant les essais nucléaires ne serait utile que s'il devait s'inscrire dans le contexte d'un accord sur les armes stratégiques. Il viendrait, dès lors, endosser et renforcer le régime mis en place par l'accord sur les armes stratégiques.

L'enthousiasme suscité par les FNI laisse supposer qu'un accord sur des mesures de vérification, permettant la ratification des traités de 1974 et 1976, serait du domaine du possible, dans des délais raisonnables, à supposer que le nouveau président George Bush y mette de la bonne volonté. Par contre, toute mesure visant à aller au-delà devrait être sûrement réfléchie. En effet, il convient de souligner que les problèmes de vérification des traités de 1974 et 1976 sont résultats d'une volonté politique américaine excessive, motivée à l'époque par le désir de profiter coûte que coûte du coup d'envoi de SALT I pour faire avancer le contrôle des armements.¹⁵ Or ces deux accords représentent aujourd'hui l'exemple type d'accord conclu à la hâte, dans la foulée, qui à long terme agit à l'encontre du contrôle des armements.

L'idée d'un traité interdisant les essais nucléaires est à la fois valable et techniquement possible. Toutefois, ce qui peut paraître rationnel sur le plan pratique, ne l'est pas forcément sur le plan de la logique politique. Or c'est précisément ce manque de réalisme qui fait défaut dans l'ouvrage de Goldblat et de Cox. La volonté politique est une ressource rare, aussi est-il permis désormais de spéculer avec la nouvelle Administration Bush. Il semble que la volonté politique du nouveau président pèsera davantage sur la promotion d'un accord START, politiquement plus significatif pour les États-Unis, qu'un traité interdisant les essais nucléaires.

En somme, l'ouvrage de Goldblat et Cox est remarquable par son exhaustivité et paraît essentiel pour tout état de la question concernant l'interdiction des essais nucléaires. On peut, de ce fait, regretter que son prix (approximativement 100 \$) en fera une denrée rare, que seules les grandes bibliothèques seront en mesure de se procurer.

Conclusion

Comme le suggèrent les quatre ouvrages passés en revue, le climat politique entre les deux grandes puissances joue un rôle considérable et sans équivoque sur les perspectives d'accord dans le domaine du contrôle des armements. Or depuis la signature du traité FNI et le discours de Gorbatchev aux Nations Unies, la question qui revient le plus souvent à l'heure actuelle, tant au niveau de la littérature spécialisée que dans le monde politique, est celle de l'authenticité, voire de la permanence du phénomène Gorbatchev. Il est clair que le phénomène Gorbatchev qui se fait sentir en Europe de l'Ouest rendra de plus en plus difficile le déploiement de nouveaux armements et l'augmentation des budgets militaires. Dans le domaine du contrôle des armements, ce même phénomène a toutes les chances de faire pression sur les dirigeants de l'OTAN, les forçant à agir. En conséquence, le nouveau défi pour les chercheurs en études stratégiques sera de suivre les progrès de l'actualité et de se départir des vieux préjugés inhérents à l'époque de la guerre froide, afin de ne pas se laisser dépasser par les événements.

15. National Academy of Sciences, *Nuclear Arms Control: Background and Issues*, Washington, National Academy Press, 1985, p. 197.